

Safran

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2020

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations communiquées
dans le cadre de l'article L. 225-115 5° du Code de commerce relatif au
montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article
238 bis du Code général des impôts pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Safran

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 5° du Code de commerce relatif au montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

A L'Assemblée Générale de la société Safran,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 5° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre directeur général. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts figurant dans le document joint et s'élevant à € 2 107 544 avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La présente attestation tient lieu de certification du montant global des versements effectués en application des 1 à 5 de l'article 238 bis du Code général des impôts au sens de l'article L. 225-115 5° du Code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 3 mai 2021

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres



Gaël Lamant



Jérôme de Pastors



Jean-Roch Varon

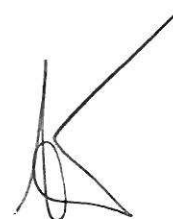


Philippe Berteaux

RELEVÉ DU MONTANT GLOBAL DES SOMMES OUVRANT
DROIT À LA RÉDUCTION D'IMPÔT VISÉE À L'ARTICLE 238 BIS
DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

Le montant global des sommes versées ouvrant droit à la réduction d'impôt visée à l'article 238 bis du Code Général des Impôts pendant l'exercice clos au 31 décembre 2020 s'élève à 2 107 544 euros.

Le 15 avril 2021,



Olivier ANDRIES
Directeur Général

SAFRAN SA - Mécénat 2020

| Bénéficiaire | 2020 | Date de paiement |
|--|------------------|------------------|
| 1. R&T / GRANDES ECOLES | | |
| Fondation de l'Académie des technologies | 50 000 | 11/02/20 |
| Fondation Bordeaux Université | 40 000 | 21/02/20 |
| Fondation Un avenir Ensemble | 25 000 | 22/09/20 |
| Fondation Ecole Polytechnique | 60 000 | 22/12/20 |
| Fondation Insa de Lyon | 50 000 | 25/11/20 |
| Centralyon | 10 000 | 30/07/20 |
| Fondation ISAE Supaero | 250 000 | 03/04/20 |
| Fondation Partenariale Sorbonne Universté | 164 338 | 29/12/20 |
| Fondation Dauphine | 100 000 | 20/10/20 |
| Fondation Mines ParisTech | 160 000 | 25/09/20 |
| Fondation ParisTech | 50 000 | 04/03/20 |
| Fondation CentraleSupélec | 60 000 | 12/02/20 |
| Ecole Navale | 45 000 | 02/12/20 |
| 1. SOUS TOTAL | 1 064 338 | |
| 2. Culturel | | |
| Fondation pour l'insertion | 550 000 | 31/07/20 |
| Fondation pour la musique | 150 000 | 31/07/20 |
| Fondations Safran Mise à disposition personnel et locaux | 243 838 | |
| Réservistes | 4 718 | |
| Fondation des œuvres sociales de l'air (FOSA) | 2 000 | 20/10/20 |
| Les entreprises pour la cité | 20 000 | 22/09/20 |
| Ass solidarité Défense soutien | 2 000 | 10/10/20 |
| Institut Montaigne | 65 650 | 22/01/20 |
| ADOSM | 2 000 | 20/10/20 |
| La cravate solidaire | 3 000 | 29/07/20 |
| 2. SOUS TOTAL | 1 043 206 | |
| TOTAL | 2 107 544 | |

Dans le cas des engagements pluri annuels, la totalité de l'engagement est comptabilisé en résultat l'année de la signature de la convention.

La sortie de trésorerie étant quant à elle, réalisée année par année suite aux appels de fonds de la fondation. Ce versement ouvre droit à une réduction fiscale de 60% de la somme effectivement versée.